



RENAULT

Usine du MANS



Appel à une journée d'action interprofessionnelle le 8 octobre 2015

Dans la continuité des journées d'action des 9 avril ,1^{er} mai et 25 juin 2015, la CGT, Solidaires et FSU appellent l'ensemble des salariés du privé et du public, les retraités et privés d'emploi, à se mobiliser massivement par la grève.

Face à la multitude de mauvais coups portés par le patronat et le gouvernement au nom du dogme de la concurrence libre et non faussée, de la compétitivité des entreprises et de la réduction des déficits publics, les salariés, retraités et privés d'emploi doivent relever la tête, refuser la régression sociale que leur impose le binôme, gouvernement et patronat, et se mobiliser massivement pour affirmer que d'autres choix sont possibles.

La CGT vous le dit, ne cédez pas au fatalisme et prenez votre avenir entre les mains. Il n'y a rien d'inéluctable à ce que notre pays, qui s'est construit après la guerre sur un programme économique et social ambitieux issu du Conseil National de la Résistance, recule socialement et économiquement.

Cédant aux pressions des puissances financières, au Medef, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement actuel déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la

justice et la solidarité.

Ces derniers martèlent qu'il faut se serrer la ceinture, que pour embaucher demain il faut licencier plus facilement dès maintenant, que pour sauver les retraites, il faut raboter le pouvoir d'achat et repousser l'âge de départ à 65 ans et plus.

Le seul crédo qui vaille est la rigueur budgétaire, les suppressions d'emploi d'agents publics et des fonctionnaires (qui sont actuellement dans le collimateur du ministre de l'économie), les privatisations.

Les différentes lois dites « de sécurisation de l'emploi (ANI de janvier 2013) », loi « Macron », ainsi que les cadeaux faits au patronat à travers le pacte de responsabilité et le CICE (Crédit Impôts Compétitivité Emploi) constituent un ensemble de dispositions qui creusent les inégalités et fragilisent la situation des salariés, tandis qu'elles sécurisent les profits des actionnaires !!!

Pour sortir de la crise, la CGT se prononce pour une autre répartition des richesses afin d'investir dans des mesures sociales pour une véritable relance de l'économie, pour des

services publics accessibles à tous, pour une politique industrielle et énergétique créatrice de richesses et d'emplois, pour répondre à des priorités sociales permettant la satisfaction de revendications telles que :

- ➡ **Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires ;**
- ➡ **Promouvoir l'égalité salariale femmes/hommes ;**
- ➡ **Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage ;**
- ➡ **Pérenniser et améliorer les garanties collectives ;**
- ➡ **Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite ;**
- ➡ **Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques ;**
- ➡ **Conforter et promouvoir les services publics.**

A savoir aussi :

Retraites complémentaires

Les négociations sur les retraites complémentaires sont l'objet d'une nouvelle offensive de la part du Medef. Chômage de masse, absence d'augmentation salariales ont un effet direct sur les caisses de l'Agirc et de l'Arrco. Si rien n'est fait, les réserves de ces caisses pourraient être vides dans la décennie à venir.

Le 16 Octobre prochain se déroulera la dernière table ronde sur les retraites complémentaires Arrco et Agirc. Le projet régressif du Medef a été condamné par toutes les Organisations Syndicales.

Alors pesons ensemble pour ne pas subir de nouvelles amputations de nos pensions et gagner nos revendications solidaires et intergénérationnelles.

Le 8 Octobre en est l'occasion !

La CGT Renault Le Mans appellera les salariés à se joindre aux initiatives lancées par l'Union Départementale CGT de la Sarthe. Dans un prochain tract figureront les modalités de cette action à venir.

Le temps nous est compté, car comme nous l'avons souligné dans ce tract et ce ne sera une nouveauté pour personne, le patronat et le gouvernement font feu de tout bois et remettent en cause nos acquis sociaux, qui rappelés au passage sont loin d'être de la bonne volonté des patrons mais bien de salariés, de syndicalistes qui ont voulu que les choses changent de façon à se permettre un avenir meilleur.

Ne laissons pas le fruit du travail et de la lutte de nos aïeux voler en éclat, au profit du sacro saint libéralisme, surtout en cette année 2015 où nous fêtons un anniversaire, celui des 70 ans de la Sécurité Sociale, qui n'a jamais été à l'initiative du patronat mais bien de forces militantes.
